

# Qui pour diriger la Francophonie ?

Isidore Kwandja Ngembo

Politologue

■ Il n'est dans l'intérêt d'aucun pays membre de chercher à décrédibiliser cette organisation en plaçant à sa tête une personnalité qui ne croit pas aux valeurs universelles qui s'y attachent. Verdict ce vendredi.

**D**ans quelques jours, le Sommet de la Francophonie s'ouvrira à Erevan. Michaëlle Jean, actuelle titulaire du poste, et Louise Mushikiwabo, ministre des Affaires étrangères du Rwanda, se sont lancées dans une course effrénée pour convaincre les chefs d'État et de gouvernement membres qui sont appelés à choisir le prochain secrétaire général de la Francophonie.

Après des mois de campagne et une intense couverture médiatique autour de cette élection, les jeux sont loin d'être faits. Le sprint final s'annonce très ouvert, étant donné que les deux "poids lourds" et plus importants contributeurs au budget de l'Organisation ont, chacun, pris position en faveur de l'une ou l'autre des deux candidates. Celles-ci bénéficient par ailleurs de puissants soutiens d'autres pays membres qui ne se sont pas publiquement manifestés.

Il serait donc extrêmement hasardeux de faire un pronostic sur les chances de l'une et l'autre, et sur le résultat du scrutin au soir du 12 octobre, s'il y a élection. En effet, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est la seule organisation internationale qui favorise le consensus comme mode de désignation de son secrétaire général.

## Convergences de vues au Canada

Jusqu'à preuve du contraire, le gouvernement du Canada et celui du Québec souhaitent la reconduction de Michaëlle Jean pour consolider les actions entreprises pour le rayonnement de la Francophonie, notamment dans la promotion de la langue française et la diversité culturelle, la démocratie et les droits de la personne, l'éducation, le développement durable, l'économie et le numérique.

Aujourd'hui, les chefs des partis politiques fédéraux et provinciaux, de toutes couleurs politiques, et même ceux qui, autrefois, s'étaient

montrés hostiles à la candidature de Michaëlle Jean en 2014, sont unanimes pour sa reconduction à la tête de la Francophonie.

## Face à Macron

En avril dernier, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a rencontré le président français Emmanuel Macron (qui soutient, lui, la Rwandaise Louise Mushikiwabo), en tête-à-tête à Paris, et ils ont discuté de la question du renouvellement du mandat de Michaëlle Jean. Ils ont souligné leurs convergences de vues sur le fonctionnement de l'OIF.

En juin dernier, en marge du sommet du G7 de La Malbaie, les deux dirigeants se sont encore entretenus à Ottawa, sur le même sujet notamment.

Le mardi 25 septembre dernier, à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, les deux dirigeants se sont encore croisés pour rechercher un consensus possible et éviter de se retrouver dans l'impasse à Erevan.

Même si, apparemment, le consensus semble difficile à trouver, les discussions se poursuivent en vue de parvenir à un compromis qui soit dans l'intérêt de l'ensemble de tous les États membres et surtout dans celui de l'Organisation.

## Les voix divergent en France

Malgré le soutien renouvelé d'Emmanuel Macron à la candidature de la Rwandaise Louise Mushikiwabo, il y a beaucoup de remous au sein

de la population française, des organisations de défense des droits humains, du milieu politique et de la société civile, qui ne comprennent pas toujours pourquoi le président français a choisi la Rwandaise au détriment de la Canadienne.

Tout dernièrement, quatre anciens ministres français chargés de la Francophonie, toutes couleurs politiques unies, ont publié une tribune dans le quoti-

dien français *Le Monde*, dans laquelle ils décrivaient comment Louise Mushikiwabo n'avait pas sa place à la tête de la Francophonie et dénonçaient une décision incompréhensible qui met en péril des décennies de construction patiente d'un projet ambitieux. Ils sont allés plus loin en soulignant notamment que le choix de Louise Mushikiwabo est contraire aux intérêts de la France et porte atteinte à l'image même de leur pays.

**Avec quels enjeux ?**

Mais au-delà de l'incompréhension et de l'étonnement qu'ont suscités la candidature rwandaise de Louise Mushikiwabo et le soutien apporté à celle-ci par le Président français, il y a tout à parier que

c'est finalement le choix de la raison qui va primer sur les intérêts inavoués des uns et des autres.

Une chose est certaine : ce que les francophones du monde entier (et les non-francophones qui, à chaque Sommet, adhèrent et deviennent membres associés ou observateurs de l'OIF) attendent de cette Organisation, c'est sa force de cohésion et de rassemblement dans l'espace international, sa plus-value et la diversité des perspectives qu'elle sait conjuguer et fédérer. Ce qui, à leurs yeux, rend encore la Francophonie plus attractive, ce sont les liens de coopération.

Les États membres veulent que l'OIF soit capable d'agir efficacement pour relever les défis auxquels le monde contemporain est confronté, notamment la lutte contre les changements climatiques, la pauvreté, le terrorisme, l'extrémisme violent, etc. On attend aussi de l'OIF qu'elle se fasse le chantre de la promotion du

multilatéralisme comme principe de base pour assurer une gouvernance mondiale harmonieuse et favorable à la paix et la sécurité internationales.

En effet, sous la direction de Boutros Boutros-Ghali, d'Abdou Diouf et de Michaëlle Jean, l'OIF a acquis ses lettres de noblesse en devenant un acteur international d'influence sur des sujets de pré-

occupation de portée mondiale. Il n'est vraiment dans l'intérêt d'aucun pays membre de chercher à décrédibiliser cette Organisation en plaçant à sa tête une personnalité qui ne croit pas aux valeurs universelles qui s'y attachent.

Il serait souhaitable que les chefs d'État et de gouver-

nement de la Francophonie choisissent, entre les deux candidates, celle qui serait plus encline à défendre, sans relativisme ni ménagement, les principes démocratiques fondés sur les valeurs universelles, le respect des droits fondamentaux, des libertés et de la dignité humaine, de l'État de droit et de la justice sociale, à porter les actions et missions qui font de l'OIF un partenaire de choix de l'ONU, un acteur désormais incontournable et respecté à l'échelle mondiale.

Il y a tout à parier que le 12 octobre prochain, les chefs d'État et de gouvernement membres de la Francophonie, au premier rang desquels Emmanuel Macron et Justin Trudeau, sauront privilégier l'intérêt supérieur de l'Organisation.

→ Le titre est de la rédaction. Titre original : "Francophonie : les chefs d'État doivent privilégier l'intérêt supérieur de l'Organisation".

**Il y a tout  
à parier que  
c'est finalement  
le choix  
de la raison  
qui va primer  
sur les intérêts  
inavoués  
des uns  
et des autres.**